

**ARRETE DE STATIONNEMENT**

*Nous, Maire de la Commune d'Amplepuis,  
Vu les articles L 2212-1 à L 2213-6 du Code Général des Collectivités Territoriales ;  
Vu le Code de la Route ;  
Vu le Code Pénal et plus particulièrement son article R 610-5 ;  
Vu la demande d'autorisation de l'entreprise BOUDOT SARL représentée par M Hugo GIRAUD en date du 7 mars 2025, pour des travaux de surélévation d'un bâtiment, 9 rue des Planches, commune d'AMPLEPUIS;*

**Considérant** que pendant *des travaux surélévation d'un bâtiment, 9 rue des Planches*, commune d'AMPLEPUIS, il y a lieu de réglementer la circulation afin de prévenir tout risque d'accident, de faciliter la bonne exécution des travaux et d'assurer un écoulement satisfaisant du trafic,

**Considérant** que la section concernée par les travaux est située en agglomération,

**ARRETONS :**

**Article 1** : Pendant des travaux de surélévation d'u bâtiment, *9 rue des Planches*, commune d'AMPLEPUIS, la circulation de tous les véhicules s'effectuera dans les conditions suivantes :

**Stationnement interdit sur toute la rue des Planches.  
Route barrée sauf riverain**

La circulation piétonne devra être maintenue.  
Les riverains devront en être informés.

**Article 2** : Les dispositifs du présent arrêté s'appliqueront :

**Du lundi 10 mars au vendredi 11 avril 2025.**

**Article 3** : La signalisation temporaire réglementaire, conforme à l'instruction interministérielle en vigueur et aux manuels de chef de chantier, sera mise en place par *l'entreprise BOUDOT SARL*, qui en assurera, sous sa responsabilité le contrôle et la maintenance 24h/24h et 7j/7j.

**Article 4** : Les panneaux nécessaires à marquer ces prescriptions seront mis en place par les responsables des travaux qui devront apposer 48 heures à l'avance du présent arrêté.

**Article 5** : L'accès aux services de sécurité et de secours devra être maintenu en permanence.

**Article 6 :** Lors de l'achèvement des travaux et avant le rétablissement normal de la circulation, la chaussée devra être propre et satisfaire aux conditions normales de sécurité.

**Article 7 :** Le présent arrêté sera affiché aux abords immédiats du chantier.

**Article 8 :** Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie, Monsieur le Policier Municipal et l'entreprise *BOUDOT SARL*, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

**Article 9 :** Cet arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de LYON (184 rue DUGUESCLIN 69433 LYON Cedex) dans le délai de deux mois à compter soit de la date de notification en ce qui concerne les intéressés, soit de la date de publication en ce qui concerne les personnes estimant avoir un intérêt à agir en justice. La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Lyon dans un délai de 2 mois à compter de sa publication ou via le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Article 10 :** Diffusé à :

- Le commandant du groupement de Gendarmerie du Rhône
- Le directeur du service départemental métropolitain incendie et secours  
L'entreprise BOUDOT SARL

AMPLEPUIS, le 10 mars 2025

Le Maire  
René PONTET

